

*Initiatives ministérielles*

sur le moindre réseau afin d'arriver à un consensus sur les questions économiques. Je voudrais que le Parlement se penche sur la nécessité d'un tel consensus.

Lorsque le premier ministre est d'abord arrivé au pouvoir, en 1984, il a réuni les représentants de tous les secteurs économiques du Canada. Je me souviens que les chefs syndicaux de tous les coins du pays ont assisté à la conférence. Il y avait même Bob Hawke, premier ministre de l'Australie, qui avait réussi une paix syndicale dans son pays. Le premier ministre a rassemblé les représentants du monde des affaires et des autres secteurs de l'économie dans l'espoir de découvrir une base pouvant servir à bâtir un consensus national au Canada. Malheureusement, cette conférence n'a pas porté fruit et l'idée s'est apparemment envolée de la tête du premier ministre dès la fin de la conférence, car il n'en a plus reparlé. Le problème pour le Canada, le gouvernement et le Parlement, c'est qu'il n'y a pas de consensus national sur l'orientation future du pays. À défaut d'un tel consensus, un pays fait du sur-place.

• (1355)

Nous constatons qu'avec le dernier budget et avec ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt, le gouvernement a vraiment jeté l'éponge dans la lutte contre la dette et contre le déficit. Le gouvernement annonce qu'en 1997-1998, la dette publique nette aura augmenté encore de 100 milliards de dollars par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui, elle atteindra alors un demi billion de dollars. C'est tout un héritage à léguer aux prochains gouvernements et le projet de loi dont nous sommes saisis contribue au problème.

Il nous faut maintenant examiner sous un nouveau jour la nécessité de réunir les représentants de tous les partis et de tous les secteurs économiques pour nous attaquer à ces problèmes, afin que le gouvernement écoute tout le monde et établisse un plan qui traduise un consensus national. Cela ne s'est pas encore produit. Cela ne semble pas devoir se produire sous le gouvernement actuel. Je ne peux pas voir que cela se produira sous la direction des futurs chefs de ce parti. J'espère simplement qu'à un moment donné, quelqu'un suivra la leçon que nous ont servie des économies qui comptent parmi les plus prospères au monde et qu'il se penchera sur le besoin d'un gouvernement d'arriver à un consensus national sur les questions économiques.

**M. John Manley (Ottawa-Sud):** En termes très simples, monsieur le Président, le député a expliqué pour-

quoi, compte tenu de la crise réelle ou virtuelle de la dette et du déficit que traverse le Canada, il importe d'en arriver à un consensus national sur le moyen de s'en sortir. En tant que député du NPD, je suis convaincu qu'il sait à quel point le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario éprouve de la difficulté à parvenir à un consensus sur son propre projet.

Ces derniers jours, nous avons vu le mouvement syndical, particulièrement les syndicats de la fonction publique, désavouer on ne peut plus clairement le gouvernement néo-démocrate en déclarant que les syndicats n'étaient pas prêts à traiter avec un gouvernement qui veut réduire les salaires et couper des emplois dans leurs rangs et qu'ils refusaient de participer à des discussions sur ce que le gouvernement a appelé un contrat social.

Devant un tel désaveu d'un gouvernement néo-démocrate par les gens mêmes avec qui il devrait le plus facilement être capable de s'entendre, je me demande comment le député peut entrevoir l'émergence d'un consensus national dans un pays où il y a des opinions si divergentes et si difficiles à concilier?

**M. Skelly (Comox-Alberni):** Je remercie le député pour cette excellente question.

En Colombie-Britannique, nous avons vu que le gouvernement a pu s'entendre avec les travailleurs de la santé sur la fermeture d'un certain nombre d'hôpitaux de Vancouver et négocier un accord qu'il pourrait être un peu difficile de faire accepter aux administrateurs des hôpitaux. Je crois qu'en dépit des manifestations populaires de dégoût devant le processus, les gens sont maintenant prêts à s'asseoir et à travailler pour arriver au meilleur accord possible.

Je pense qu'en Colombie-Britannique, le gouvernement, les travailleurs et les gestionnaires d'hôpitaux s'entendent sur la nécessité d'arriver à un accord qui permettra de maintenir le système de santé et d'éviter une interruption des services. Dans le cas de l'Ontario, je crois que, compte tenu de la crise que doit régler Bob Rae, la réaction officielle des syndicats devant les propositions qu'il a rendues publiques a été très négative.

Mais il y a de l'espoir puisque les syndicats ont déclaré qu'ils allaient soumettre leurs propres contrepropositions au gouvernement. Donc, même si les médias donnent à penser que les négociations sont rompues ou, en tout cas, sont pour l'instant dans une impasse, les syndicats réfléchissent à leur avenir et à la nécessité d'en venir à une entente avec le gouvernement. Je pense qu'ils sont en train d'élaborer leurs contrepropositions.